



**SYNDICAT NATIONAL  
DE L'ENSEIGNEMENT  
TECHNIQUE AGRICOLE  
PUBLIC**

## **CSN des 19 et 20 mai 2021 Communiqué et texte action**

### **Des difficultés majeures qui perdurent...**

Après 3 vagues COVID et 3 confinements plus tard, les agents de la fonction publique comme l'ensemble de la population sont à genoux. En ces premiers jours de réouverture, en espérant que l'été ne soit pas marqué par une 4<sup>ème</sup> vague sur fond de nouveaux variants, force est de constater que notre gouvernement et plus spécifiquement les ministres des services publics d'éducation n'ont toujours pas appris grand chose plus d'un an après le début de cette pandémie mondiale : absence de réelle priorité vaccinale pour les agents en contact avec les élèves, des autotests toujours en Chine ou avec des notices en russe ou en polonais et enfin un maintien d'épreuves terminales d'examen dans des conditions ubuesques... faute de capacité et de volonté à anticiper et assumer quoi que ce soit !

Le cap de l'inconséquence est également maintenu au niveau économique avec une idéologie et des pratiques toujours aussi libérales et aveugles : report de la contre-réforme des retraites, mais dégradation de l'assurance chômage pour les plus précaires entérinée, attaques vis-à-vis de l'action sociale des agents et de l'ASMA qui doivent au contraire être confortées. Et ce n'est pas l'ouverture à prise en charge de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, à défaut d'une volonté de conforter la sécurité sociale pour toutes et tous qui pourra rassurer sur la volonté gouvernementale de protéger sa population, exposée plus que jamais à de fortes crises sociales et économiques dont on ne perçoit que les premiers effets. Malgré ces défauts structurels, le Snetap-FSU avec la FSU continuera de prendre une part active au collectif "Plus Jamais ça", dont les États généraux se tiendront les 28 et 29 mai, afin d'œuvrer pour un monde d'après très différent fait de justice sociale et écologique.

La crise démocratique est quant à elle d'ores et déjà bien installée et les relents identitaires qui ponctuent la vie politique et les arènes médiatiques ne permettent pas d'envisager un apaisement sous peu. Ainsi, pour la ministre du MESR, l'islamogauchisme gangrènerait nos universités, pour certains militaires en charentaises, la sauvegarde de la patrie nécessiterait un coup d'État, pour d'autres, policiers retraités en mal de réarmement, des "*minorités violentes mettraient en péril nos valeurs républicaines et nos coutumes*" (sic)... Il y a urgence à reprendre sans délai, et en les inscrivant dans la durée, des initiatives contre l'extrême droite et ses relents nauséabonds qui mettent notre république en péril. Ainsi, le samedi 12 juin, la FSU appelle avec de nombreuses autres organisations syndicales, associatives et politiques à une première grande journée nationale de manifestation et de mobilisation qui va se décliner localement.

Ce n'est malheureusement pas la priorité, pourtant affichée par notre gouvernement, pour l'Education, avec là aussi un maintien du cap libéral et une réduction de moyens du niveau de celle mise en œuvre par le gouvernement Sarkozy dans l'EAP (poursuite des suppressions d'emplois dont on ne connaît toujours pas les expédients, baisses de DGH, AP encore pour moitié rémunéré en HSE, gels et regroupements de classes, reprise des fusions d'établissement, baisse de quotité de contrats et recours accru aux vacances...), qui permettra de faire face aux défis que doit urgemment relever l'enseignement agricole pour répondre aux enjeux climatique, agroécologique et de renouvellement des générations d'agriculteur·rices. Ce sont moins encore la privatisation de l'enseignement supérieur vétérinaire, la liquidation du site de Grignon ou encore l'ouverture du campus Hectar par le milliardaire X.Niel et l'ex-conseillère à l'agriculture du Président Macron qui permettront de renforcer l'enseignement agricole public...



Quant aux personnels de la fonction publique, pourtant très affectés par cette crise et n'ayant pas démerité malgré des conditions de travail extrêmement perturbées par la pandémie, ils/elles n'en sont pas moins remercié·es par un maintien du gel du point d'indice et ce n'est pas la mesurette de la prime informatique ou encore la prime d'attractivité, ni moins encore le complément indemnitaire annuel exceptionnel attribué aux ATLS et ATRF en toute opacité qui suffiront à leur offrir un niveau de vie décent. Le 15 juin, un appel intersyndical à la mobilisation est lancé pour peser sur le rendez-vous salarial qui se tiendra avant l'été, les personnels de l'EAP devront y prendre toute leur place ! La représentation du personnel est tout autant méprisée et l'absence de notre ministre, avec une absence de communication notable à l'endroit des agents œuvrant pour l'EAP en est un exemple symptomatique ! La loi TFP continue de montrer ses effets délétères avec une absence de considération pour les alertes ou demandes de rencontres des différents élu·es de notre organisation que ce soit dans le cadre du mouvement ou encore du travail avec l'inspection, ce qui est proprement inacceptable et ne saurait rester en l'état. Le Snetap-FSU continue de porter avec sa fédération la nécessité d'abrogation de cette loi et continue d'intervenir avec force pour en limiter les effets.

Les AED et AESH malgré leur rôle essentiel ne sont quant à eux/elles pas reconnu·es à la hauteur de leur investissement, alors même qu'ils/elles ont été indispensables au maintien du service public d'éducation. Les mobilisations engagées depuis l'automne (et encore cette semaine pour les AED) sont fondées à se poursuivre et s'amplifier. Ainsi, la journée de grève AESH du 3 juin prochain doit pouvoir trouver des suites dans une manifestation nationale d'ampleur à la rentrée.

Dans la crise pandémique que nous traversons et après des mois en semi présentiel, nos élèves, étudiant·es, apprenti·es et stagiaires ne peuvent envisager de passer, faute d'aménagements, ne serait ce que certaines épreuves terminales, sans être exposé·es à de fortes iniquités de traitement et à un stress démultiplié. Dans l'impasse où nous en sommes rendus alors que certains examens débutent, seul le contrôle continu, malgré ses défauts structurels, apparaît comme une solution viable, et les mouvements lycéens ainsi qu'étudiants, comme les expressions des parents d'élèves en témoignent. A n'avoir rien anticipé, alors que dès mai 2020, le Snetap-FSU et plus largement les syndicats du second degré de la FSU réclamaient des aménagements de programmes et d'épreuves pour cette année attendue comme fortement perturbée, nos gouvernants et les ministères de l'éducation sont restés totalement hermétiques, incapables d'effectuer un travail sérieux d'anticipation et d'adaptation. Le Conseil Syndical National considère qu'à ce stade il revient aux personnels de se porter, en responsabilité, en soutien direct et actif des élèves qui nous sont confiés et des associations de parents qui se mobilisent depuis plusieurs semaines maintenant afin que les épreuves terminales soient annulées sine die. De même, le CSN considère qu'il y a nécessité d'agir pour imposer pour la rentrée un plan d'urgence pour l'Éducation qui se traduise avant l'été par un collectif budgétaire seul à même d'une part de répondre aux préjudices subis par les élèves, étudiant·es, apprenti·es et stagiaires deux années scolaires durant et d'autre part de mettre un coup d'arrêt aux suppressions d'emplois qui conduisent nos établissements publics à l'effondrement.

### **Des actions qui s'imposent !**

- **le CSN décide d'appeler au boycott des surveillances, des corrections de rapport comme des oraux (non rémunérés l'an passé) et lance en ce sens un appel à la grève des examens**, avec mise en place d'une caisse de solidarité visant à soutenir ce mouvement jusqu'à ce que le gouvernement revienne à la raison et annule l'ensemble des épreuves terminales. Il mandate le Secrétariat Général afin qu'il travaille à l'élargissement de cet appel en intersyndical dans l'EA et au-delà en le faisant partager au niveau fédéral par les autres syndicats nationaux de l'Éducation Nationale.
- **le CSN mandate notre organisation pour contribuer à la construction d'une mobilisation nationale d'ampleur dans l'Éducation** en vue d'imposer d'autres choix pour l'École et d'obtenir un plan d'urgence à la hauteur des besoins et des enjeux.
- **le CSN prend d'ores et déjà ses responsabilités en décidant d'une journée citoyenne d'action propre à l'Enseignement Agricole devant l'école Hectar** pour exiger, avec le soutien du Comité de Défense et de Développement de l'EAP, que la priorité soit donnée à l'offre publique de formation et qu'un plan ambitieux permettant d'assurer le renouvellement de la moitié des générations d'agricultrices et d'agriculteurs appelés à partir en retraite sous 8 à 10 ans soit enfin mis en place, ainsi qu'un accompagnement renforcé dans le sens de la nécessaire transition agro-écologique, avec les moyens en rapport alloués à nos EPLEFPA.